

FAITS SAILLANTS

- Des flambées de choléra enregistrées dans plusieurs communes du pays. Environ 10 communes sont en alerte rouge ;
- A l'approche de l'ouverture de la saison cyclonique, des inondations sporadiques ont été enregistrées dans certains départements du pays suite aux averses du mois de mai affectant plusieurs centaines de familles ;
- La communauté des ONGs appelle à une nouvelle approche de collaboration entre les acteurs humanitaires et de développement afin d'améliorer la réponse aux multiples crises affectant les populations vulnérables ;
- Les familles vulnérables ont un accès difficile aux aliments en raison de la montée vertigineuse des prix des produits de première nécessité.



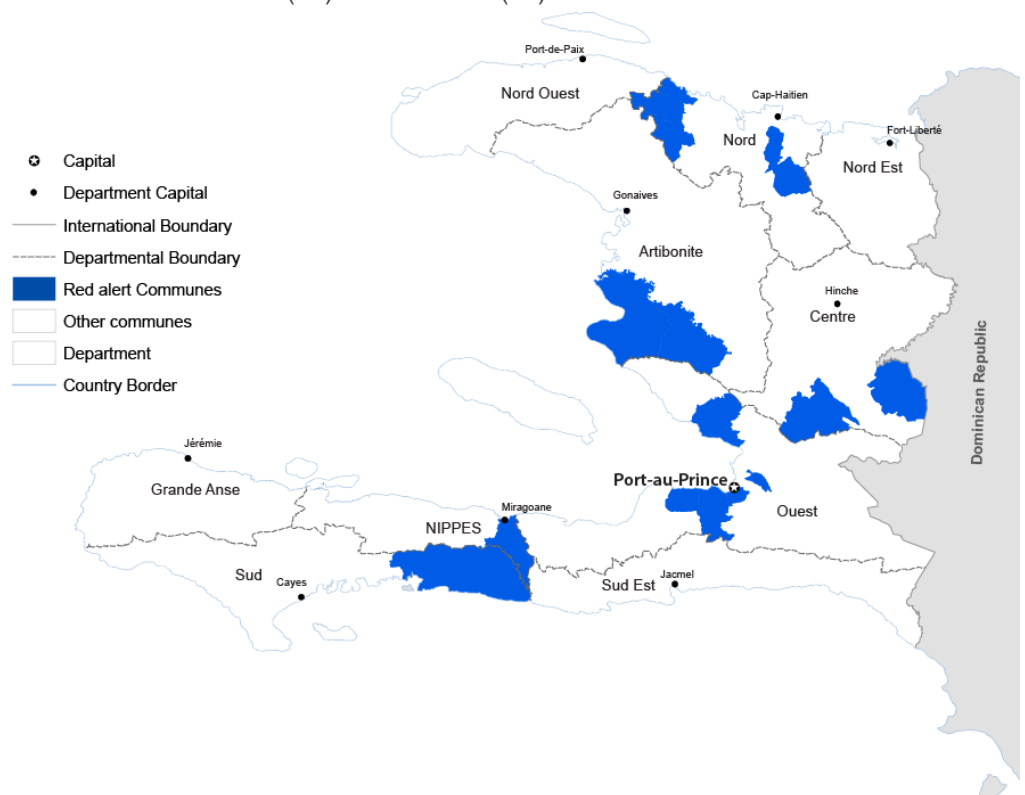
Au sommaire

- Epidémie de cholera P.1
- Préparation et réponse aux urgences P.2
- Coordination de l'aide P.4
- Sécurité alimentaire P.5

Le choléra continue de faire des victimes: environ 10 communes en alerte rouge

Des flambées enregistrées particulièrement dans l'Ouest

Les autorités sanitaires ont observé au cours du dernier mois une recrudescence des cas de choléra au niveau de plusieurs communes, notamment dans les départements de du Centre, du Nord, de l'Ouest et du Sud. L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS), dans le rapport de situation des alertes du 22 au 28 mai, signale que plus de 300 alertes ont été enregistrées. Le document indique qu'environ une dizaine de communes sont en alerte rouge. La situation est plus critique dans les communes de l'Ouest, notamment à Port-au-Prince (70 cas), Tabarre (66 cas), Carrefour (38 cas) et dans le Centre à Hinche (67) et Mirebalais (39).



CHIFFRES CLES

Nb. de déplacés dans les camps	62 600
Source: DTM, Janvier 2016	
Nb. cumulatif de cas suspects de choléra (1 ^{er} Janv. au 28 mai 2016)	16 822
Source: MSPP	
Nb. de décès dus au choléra (1 ^{er} Janv. au 28 mai 2016)	168
Source: CNSA	
Nb. de personnes en insécurité alimentaire	3,6 m
Source: CNSA	
Nb. de personnes en insécurité alimentaire sévère	1,5 m
Source: CNSA	
Nb. d'enfants souffrant de Malnutrition Aigüe Globale	131 405
Source : Unicef	

Depuis le début de l'année (du 1er janvier au 28 mai 2016), le pays a déjà enregistré 16 822 cas de choléra et 168 décès. Les acteurs humanitaires pointent du doigt la consommation d'eau non traitée et les mauvaises pratiques d'hygiène comme étant les principales causes de la transmission de la maladie. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 42% de la

La coordination des ONGs estime qu'une baisse des financements dans la lutte contre le choléra en 2016 risquerait de mettre à mal tous les efforts de structuration de la réponse communautaire et institutionnelle mis en place jusque-là et ainsi entraîner la résurgence des flambées dans le pays même dans les milieux où cette épidémie s'est progressivement éteinte.

population haïtienne n'a toujours pas un accès à l'eau potable et 7,6 millions d'Haïtiens manquent d'installations essentielles pour être en bonne santé et éviter d'attraper des maladies hydriques.

En ce sens, la communauté humanitaire continue de recommander la vigilance des populations, particulièrement celles vivant dans les zones où l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est difficile. Elle appelle également au maintien de la surveillance épidémiologique pour éviter une propagation continue des cas notamment pendant la saison des pluies et des ouragans, considérée comme une période propice pour la propagation de l'épidémie.

Mobilisation continue des acteurs et renforcement de la réponse

L'ensemble des acteurs mobilisés en appui aux autorités locales pour répondre aux alertes depuis le début de l'année, les agences du Système des Nations Unies à travers l'Organisation panaméricaine de la santé/l'Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS), l'UNICEF et les directions sanitaires des départements affectés ont intensifié les activités de réponse rapide aux alertes.



Gerda et Getson dans un centre de traitement du choléra à Cap-Haïtien. 72 heures après l'admission du petit garçon, elle a retrouvé le sourire.
Photo: Unicef Haïti

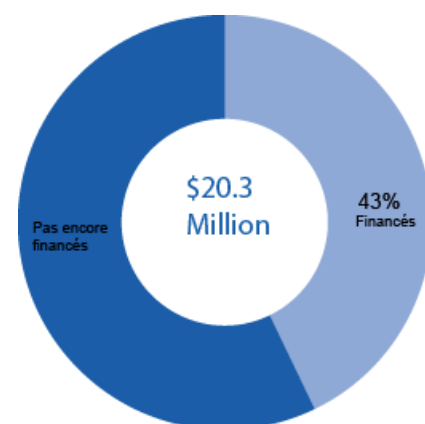
L'UNICEF et le MSPP se donnent pour objectifs en 2016 de ne pas dépasser 25 000 cas de choléra et de contrôler chaque foyer contaminé. Des activités de distribution de produits chlorés et de sérum oral, de sensibilisation des communautés, de décontamination des maisons et blocs sanitaires, ont eu lieu dans les communautés touchées. Plus spécifiquement, environ 75 000 maisons désinfectées par les équipes EMIRA et plus de 31 000 ménages ont reçu au moins produit de traitement de l'eau depuis janvier 2016.

Dans le cadre de la révision de la stratégie de réponse en 2016, et en collaboration avec le MSPP, l'UNICEF renforcera également les capacités des acteurs locaux, en particulier la surveillance, l'intervention et les soins communautaires, au cours des deux prochaines années. L'UNICEF, en collaboration avec l'OPS-OMS, permettra également de renforcer les capacités nationales pour confirmer les cas de choléra dans les laboratoires.

Le financement de la réponse au choléra : une priorité pour Haïti

Le Gouvernement haïtien et les agences du Système des Nations Unies et leurs partenaires ont fait de la lutte contre le choléra une priorité dans le cadre du processus de réduction de la vulnérabilité extrême du pays. Par conséquent, la mobilisation continue des bailleurs reste essentielle afin d'appuyer les efforts du gouvernement et des partenaires humanitaires à maintenir une capacité de réponse rapide au niveau communautaire.

Seulement 43 pour cent des 20,3 millions demandés (8,7 millions) dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire ont été reçus. Il reste environ 11,6 millions pour combler l'écart de financement. Pour combler cet écart, les acteurs humanitaires ont proposé la réduction des équipes mobiles qui permettront de faire face au sous-financement. Toutefois, selon UNICEF, cette stratégie représente un risque que des épidémies localisées peuvent être ignorées.



Haïti se prépare à faire face à une saison cyclonique plus active que les deux années précédentes

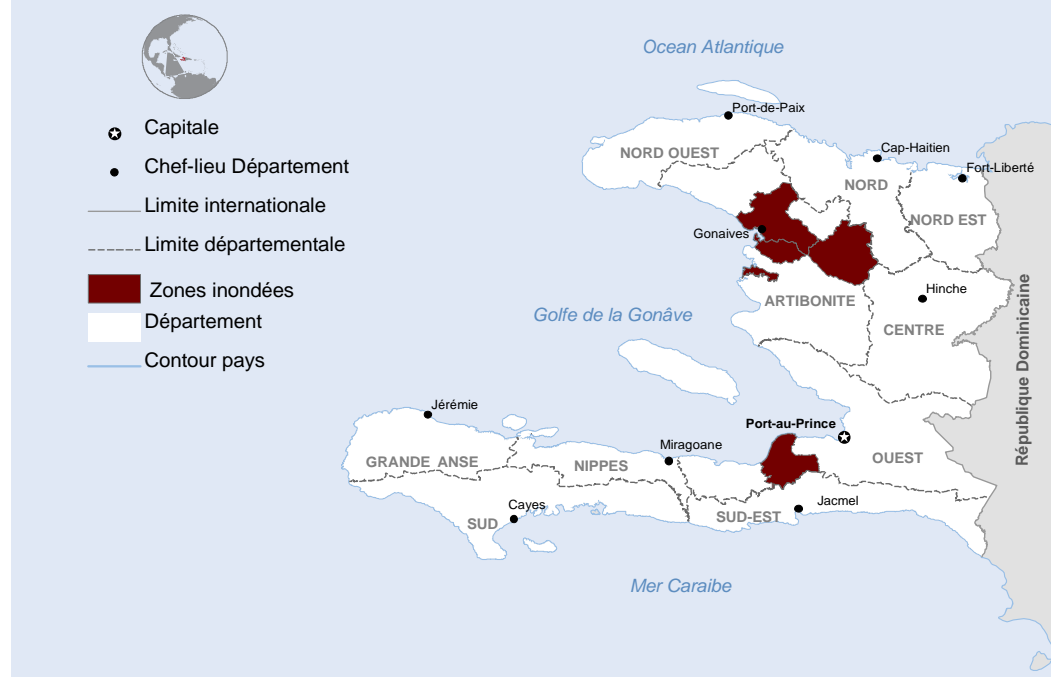
Les acteurs se mobilisent afin de limiter au maximum les dégâts éventuels que peuvent causer le passage des inondations

Les prévisions pluviométriques de cette année imposent une plus grande vigilance des acteurs en raison de la vulnérabilité accrue d'Haïti aux aléas naturels. Les récentes inondations ont déjà renforcé les préoccupations des acteurs intervenant dans la Gestion des Risques et des Désastres en Haïti

Le premier juin, marque l'ouverture officielle de la saison cyclonique en Haïti. Selon les analyses prévisionnelles des spécialistes météorologiques de l'Université du Colorado aux Etats-Unis, Haïti doit s'attendre à une saison cyclonique plus active que les deux précédentes années. Un total de 12 tempêtes, 5 ouragans, dont 2 majeurs, sont prévus durant ladite saison.

Ainsi, depuis le début de l'année, plusieurs régions du pays sont affectées par de fortes inondations mettant à la rue de nombreuses familles, déjà vulnérables. Plus récemment, à la fin du mois de mai, les pluies diluviennes qui se sont abattues sur le pays ont causé principalement des inondations dans le département de l'Ouest avec des cas de perte en vie humaine.

HAÏTI: Les zones inondées pendant les pluies du mois de Mai



Pour le département de l'Ouest, Léogâne a été l'une des communes la plus affectée par ces inondations. Les dernières évaluations de vulnérabilité présentent une situation préoccupante avec 2 325 maisons inondées, et 3 674 familles affectées. Pour réduire les risques et sauver des vies, les autorités locales, à travers la presse locale ont renforcé la sensibilisation des habitants et accompagné les familles vulnérables à se déplacer par anticipation chez des parents ou amis. Des activités d'atténuation de risques sont actuellement en cours sous le leadership du Ministère des Travaux publics, transport et communication (MTPTC).

Dans le département de l'Artibonite, au début du mois de juin, d'autres inondations ont été enregistrées, particulièrement à St Michel, aux Gonaïves, à l'Estère et Grande Saline où environ 350 maisons ont été inondées et connu des pertes en vies humaines (4 personnes).

Devant l'ampleur des dégâts et en tant que structure de soutien à la DPC, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a conduit des missions d'évaluation rapide aux fins d'informer et de mobiliser la communauté humanitaire sur les dispositions à prendre au regard des situations. A l'endroit des autorités, OCHA plaide pour que des

activités d'atténuation des risques en prévention à la saison cyclonique soient conduites. OCHA encourage également la poursuite de la sensibilisation des populations vivant dans les zones à risques et le renflouement des stocks d'urgence.

OCHA et les autres partenaires clés continuent d'appuyer la DPC à vulgariser et mettre à jour le plan de contingence - saison cyclonique et les stocks d'urgence. OCHA contribue également à maintenir une coordination des acteurs et ainsi faciliter une réponse plus efficace et coordonnée aux situations de désastres.

Cette année, la saison cyclonique coïncide, entre autres, avec l'instabilité politique engendrée par le report des élections et l'aggravation de la situation humanitaire du pays avec plus de 62 000 personnes vivant encore dans des camps de déplacés, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, des nouvelles flambées de choléra et la crise binationale entre Haïti et la République Dominicaine.

Les mauvaises conditions sanitaires dans les 36 camps où vivent 62000 personnes ainsi que dans d'autres zones vulnérables du pays, combiné avec la contamination des puits d'eau, seraient susceptibles d'accélérer la propagation de l'épidémie de choléra.

Pour une nouvelle approche de collaboration entre les ONGs nationales, le gouvernement, les organisations humanitaires et de développement

La communauté des ONGs appelle au renforcement des capacités locales et à la participation réelle significative des communautés dans la réponse humanitaire et de développement

Les ONGs nationales soulignent la nécessité d'une meilleure participation des communautés locales dans la réponse humanitaire

Le Comité de Coordination des ONG-Haïti (CCO-Haïti), de concert avec une dizaine d'organisations locales regroupées en plateforme ont organisé un colloque national de deux jours sur la collaboration des organisations internationales, de la société civile haïtienne et le Gouvernement haïtien.



Des représentants de MINUSTAH, d'USAID et d'OCHA Haïti au colloque national organisé par le CCO. Photo: CCO Haïti

rural (GRAMIR), a fait état de trois grands moments des relations des organisations internationales avec les organisations locales allant de 1950 à 1980, 1990-2000, 2000 à nos jours.

Colette Lespinasse, ancienne directrice du GARR et représentante de KORAL (*Konbit pou Ranfose Aksyon lakay*), a souligné que les types de relation entretenus par les organisations internationales avec les organisations locales n'ont pas réellement aidé au renforcement du tissu social. Dans le même temps, elle a reconnu que certaines ONGs ont pu mener des actions seulement à travers des organisations locales.

Suite aux discussions en plénière, les organisations présentes ont identifié plusieurs problèmes ayant accouché les résultats mitigés obtenus dans le cadre de la coopération dont : la faiblesse de l'État dans la régularisation du travail des ONGs ; la non valorisation

Ce colloque national dont le thème est : "Mieux collaborer pour une meilleure réponse aux besoins des populations" avait pour objectif de renforcer le rôle de la société civile Haïtienne dans la prise en charge des besoins immédiats et de longs termes des populations, et dans la définition des orientations de développement stratégique du pays.

Au cours de cet événement, Ernest Mathurin, du Groupe de Recherche et d'appui au milieu

des ressources locales ; la non prise en compte des aspects culturels et identitaires des communautés locales ; une faiblesse dans l'identification réelle des besoins avec la prise en compte des organisations et des communautés.

Enjeux pour les organisations locales

Dans cette même ligne, une récente étude de l'Agence française de développement (AFD), la Fondation de France et le financement des ONGs en Haïti a démontré l'existence d'une solidarité initiale suivie d'une tension entre les ONGs de développement et les ONGs haïtiennes. Une fois passé l'énorme élan de solidarité, les relations entre acteurs internationaux et acteurs Haïtiens se sont tendues. Aujourd'hui il n'y a plus en Haïti un espace d'échange digne de ce nom associant ONGs nationales et internationales. Les ONG haïtiennes ont rarement eu accès à des financements.

L'étude souligne également que la participation des ONGs haïtiennes dans la réponse post-séisme n'a pas contribué à les renforcer et beaucoup sont fragilisées de la période 2010-2014. Les ONGs nationales soulignent une évolution des relations partenariales qui les cantonne dans une position de sous-traitants placé dans l'impossibilité de progresser. La réponse à la crise n'a pas non plus permis de rapprocher ONG nationales et État. Le post-séisme a exacerbé la situation de concurrence et durcit la relation entre ONGs nationales et État haïtien.

Des constats en lien aux objectifs du premier Sommet Humanitaire Mondial

Ces problèmes observés au niveau d'Haïti n'est pas totalement différent de ce qui passe au niveau mondial dans le cadre de réponse humanitaire. Ainsi, le rapport du Secrétaire général pour le Sommet mondial sur l'action humanitaire, vise à réformer en profondeur le système humanitaire pour convenir de nouvelles méthodes, plus efficaces, capables de répondre aux crises humanitaires actuelles et futures et de satisfaire les besoins prioritaires de millions de personnes affectées.



La délégation haïtienne au Sommet Mondial Humanitaire. Photo : OCHA

Au cours du Sommet Mondial, les organisations humanitaires nationales et internationales se sont engagées de mener des actions qui prennent en compte les communautés locales et le renforcement de leurs capacités. Les recommandations ont porté sur la résilience des communautés, avec un accent sur les populations à besoins spécifiques; la promotion des expertises locales dans le cadre des préparatifs d'urgence, l'engagement du secteur privé ; la mise en place d'une approche plus systématique centrée sur le genre comme composante essentielle en termes de leadership humanitaire.

La hausse significative des prix des produits ont rendu difficile l'accès aux aliments pour les familles vulnérables

Selon un rapport de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), l'accès aux aliments s'est grandement détérioré en 2015, en raison d'une hausse significative des prix, résultant des pertes de récoltes enregistrées et de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain.

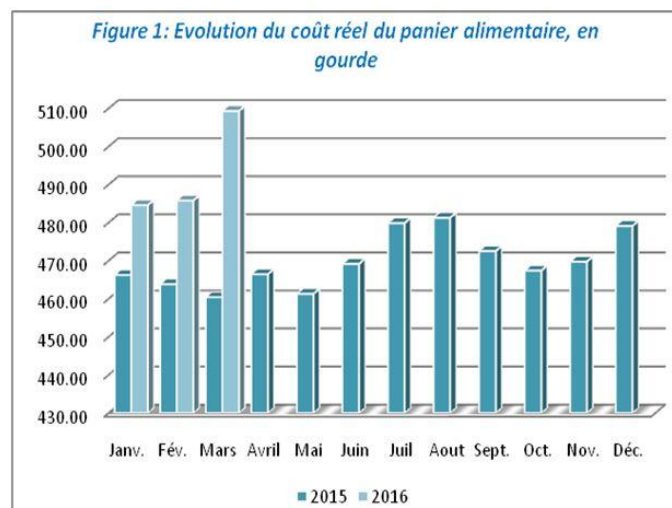
La tendance semble se maintenir au cours du premier trimestre de l'année 2016 où l'impact des chocs de l'année dernière est encore ressenti, tant sur le secteur de la production agricole que sur l'environnement macroéconomique national.

Les prix élevés ont nui à l'accès à la nourriture par les ménages les plus touchés par la sécheresse, avec des achats de produits alimentaires représentant près de deux tiers des dépenses des ménages

Sur les différents marchés, les prix des produits alimentaires importés et locaux continuent de s'accroître ou se maintiennent à un niveau élevé.

Le coût nominal du panier alimentaire de base a progressé approximativement de 16% en moyenne par rapport à 2015, soit approximativement 9 points de plus entre janvier-mars 2015 et janvier-mars 2016. L'accès aux biens alimentaires et aux autres services de base, pour la

grande majorité, s'est significativement détérioré dans un contexte où les conditions pour une amélioration de la disponibilité et de l'accès aux aliments ne sont pas réunies.



Etat de la disponibilité de denrées et recommandations

En vue de connaître la disponibilité des produits sur le marché, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mené de concert avec plusieurs partenaires dont la CNSA et le Ministère de l'Agriculture une évaluation « FAO/GIEWS Food Availability and Market Mission to Haiti ». Selon les résultats de cette évaluation publiée le 23 mai dernier, les céréales, les légumineuses et les féculents ont été estimés avoir diminué de 28, 18 et 16 pour cent par rapport à 2014. Avec la diminution forte de la production nationale des cultures vivrières en 2015, la disponibilité des aliments a été soutenue par des importations élevées, en particulier le riz et le blé.

De plus, l'environnement macro-économique faible, y compris une forte dépréciation de la gourde haïtienne, des taux élevés de l'inflation et des déficits budgétaires plus élevés que prévu pourraient rendre plus difficile le maintien des niveaux actuels des importations en 2016, continue le rapport. Il faut souligner que les prix élevés ont nui à l'accès à la nourriture par les ménages les plus touchés par la sécheresse, avec des achats de produits alimentaires représentant près de deux tiers des dépenses des ménages. Pour faire face à des prix élevés, les populations locales remplacent ces produits avec des racines et tubercules.

En termes de recommandations, le rapport propose d'envisager une assistance soutenue à court et moyen terme du secteur qui ne se limite pas aux zones les plus affectées. Les zones qui ont été les plus affectées par la sécheresse en 2014 et 2015 ont tendance à avoir aussi le niveau le plus bas de la productivité agricole. Dans les zones les plus touchées, il faudrait avoir une aide pour l'accroissement de la résilience des activités agricoles à la sécheresse et d'autres actions liées au climat devraient être poursuivies. Alors que dans les zones les plus productives, l'aide devrait se concentrer sur le renforcement ou la reconstruction des capacités de production agricole.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Widlyn Dornevil, chargé de l'information publique, dornevil@un.org, (509) 3702 5182

Rachelle Elien, chargée de l'information publique, elien@un.org, (509) 3702 5177

Alix Nijimbere, chargé du reporting humanitaire, nijimbere@un.org, (509) 3702 5790

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur <http://haiti.humanitarianresponse.info/> | www.unocha.org | www.reliefweb.int

Rejoignez OCHA Haïti sur les médias sociaux : [@OCHAHaiti](https://twitter.com/OCHAHaiti) | [f OCHAHaiti](https://www.facebook.com/OCHAHaiti)